



## - Communiqué de presse -

Vitry-sur-Seine, le 1<sup>er</sup> octobre 2020

### La CNL lance un observatoire national des politiques publiques de l'habitat !

Alors que la crise actuelle fragilise toujours plus le droit au logement, il est urgent de repenser les politiques publiques en matière d'habitat. C'est pourquoi la Confédération Nationale du Logement lance aujourd'hui un observatoire national, seul moyen de dresser un constat efficace de la situation à l'échelle nationale et permettre ainsi d'améliorer la mise en œuvre de ces politiques publiques. La Fédération CNL du Val-de-Marne s'associe à cette initiative en interpellant tous les élu-es du département.

La crise sanitaire que nous vivons depuis maintenant plusieurs mois s'est d'ores-et-déjà transformée en une crise sociale d'une ampleur sans précédent. Des centaines de milliers de foyers ont vu leur équilibre budgétaire bouleversé avec la mise en place du confinement et le chômage partiel voire total qui en a découlé. Dans ce contexte, la CNL s'inquiète des conséquences à court terme pour les familles : cette baisse de revenus risque fort d'être répercutée sur le logement, les ménages ne pouvant plus assumer le paiement du loyer.

Rénovation énergétique, encadrement des loyers, construction de logements, permis de louer, lutte contre l'habitat indigne et insalubre, droits des locataires, renouvellement urbain, services publics de proximité... Les décisions politiques qui seront engagées demain par les collectivités locales, aussi bien les métropoles que les villes, auront des conséquences immédiates sur la vie quotidienne des habitantes et des habitants.

Alors que le logement, en tant que droit constitutionnel, doit être considéré comme un bien commun universel, la CNL souhaite qu'un état des lieux de la situation actuelle soit dressé. Face à l'inaction du Gouvernement, elle lance donc un **observatoire national des politiques publiques de l'habitat**, décliné dans tous les départements français.

Le département du Val-de-Marne est ambitieux dans sa politique de l'habitat, que ce soit dans l'aide à la construction que dans l'aide sociale apportée aux ménages, les maires sont les élu-es de première ligne pour la mise en œuvre concrète d'une politique forte et solidaire pour le bien des habitants.

La Fédération CNL du Val-de-Marne s'apprête à interroger, sous forme de questionnaire, les élu-es du département, maires et présidents des territoires sur leur politique locale en matière d'habitat afin de réaliser une étude qui sera présentée fin janvier 2021 au niveau départemental et national.

**Fédération C.N.L. du Val-de-Marne**

**Contact presse**

**CNL 94 01 43 91 11 11 / cnl.94@wanadoo.fr – #cnlvaldemarne**

**Alain Gaulon, président 06 13 23 40 81**